

---

## Politiques publiques et contributions politiques

Nous surveillons de près les questions de politique publique importantes qui pourraient toucher notre entreprise, nos collectivités et la société dans tous les territoires où nous exerçons nos activités. Ces questions comprennent celles que nous avons mentionnées dans notre analyse annuelle de l'importance relative, par exemple l'accessibilité aux services bancaires et l'abordabilité des logements.

Comme la TD exerce ses activités dans un secteur hautement réglementé, les changements apportés aux règlements et aux politiques régissant les services financiers nous touchent particulièrement; ainsi, nous sommes naturellement soucieux de l'instauration d'un marché financier sain et viable. Puisque nous sommes motivés par un souci de transparence en ce qui concerne nos contributions politiques et nos interactions liées aux politiques publiques, toutes ces activités sont régies par différentes politiques et procédures internes.

### La TD participe aux questions de politique publique d'une variété de façons :

- Nous surveillons l'activité gouvernementale et les développements en matière de législation et de réglementation afin de rester informés des questions importantes.
- Nous dialoguons avec les élus, les fonctionnaires, les organismes de réglementation et de pression dans le but de les sensibiliser à la position de la TD.
- Nous participons aux processus pertinents d'élaboration des politiques (p. ex. consultations publiques/sectorielles) en offrant des idées et une expertise constructives dans le but de contribuer à l'instauration de politiques judicieuses.

### Politiques applicables de la TD

- Code de conduite et d'éthique professionnelle
- Politique de lutte contre le trafic d'influence et la corruption
- Politique en matière de cadeaux et de divertissements (États-Unis)

### Relations gouvernementales au Canada

Au Canada, le service Affaires gouvernementales coordonne le dialogue de la TD avec les politiciens et les fonctionnaires, ainsi qu'avec un grand nombre des associations sectorielles et des organismes de pression avec lesquels nous entretenons des relations. Le groupe Relations avec les autorités de réglementation collabore avec les organismes de réglementation au Canada et à l'étranger (sauf aux États-Unis).

La TD interagit surtout avec le gouvernement fédéral, dont relèvent toutes les opérations bancaires et nombre d'autres services financiers. La TD satisfait à toutes les exigences fédérales en matière de divulgation des activités de lobbying et fait rapport de toutes ses activités au Commissariat au lobbying du Canada, conformément aux exigences. Nos activités de lobbying entreprises aux niveaux provincial et municipal sont conformes à tous les règlements ou toutes les exigences de divulgation existantes dans les juridictions en question.

### Relations gouvernementales aux États-Unis

Aux États-Unis, l'équipe Affaires gouvernementales et réglementaires s'occupe de gérer les relations avec les organismes de réglementation, les élus et les autres employés gouvernementaux aux niveaux fédéral, étatique et local. De plus, l'équipe coordonne les relations de la TD avec les associations commerciales, comme la American Bankers Association, la Financial Services Roundtable et la chambre de compensation (Clearing House).

TD Bank se conforme à toutes les exigences relatives à ses relations avec les représentants du gouvernement et à toute autre loi, règle ou règlement qui les régissent. Nous avons adopté une politique complète en matière de cadeaux et de divertissements qui interdit toute forme de cadeau de quelque nature des employés et des directeurs de la TD aux représentants du gouvernement américain. De plus, nous offrons une formation exhaustive en matière d'éthique aux employés qui ont des relations avec les représentants gouvernementaux.



## Prises de position sur des politiques publiques importantes en 2015

Problématique	Parties prenantes	Développements majeurs et positions ou activités de la TD
<b>Changements à la réglementation</b>		
Mise en œuvre de la loi Dodd-Frank	Congrès américain et organismes de réglementation	La TD a continué de participer au processus consultatif relatif à la mise en œuvre de la loi Dodd-Frank. Des amendements importants à la loi ont été étudiés par le Congrès, mais n'ont jamais atteint le bureau du Président.
Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)	Congrès américain et organismes de réglementation	Le Trésor américain a continué de mettre en œuvre de nouveaux règlements d'application de la FATCA, exigeant des institutions financières étrangères qu'elles fournissent à leur gouvernement national ou directement à l'IRS des renseignements sur les comptes financiers détenus hors des États-Unis par des citoyens américains. La loi prévoit une implantation progressive de la réglementation s'échelonnant sur plusieurs années et ayant commencé en 2014. Plusieurs pays, dont le Canada, ont négocié des ententes intergouvernementales avec les États-Unis afin d'établir des exigences d'implantation différentes pour leurs institutions financières. La TD soutient entièrement les États-Unis dans leur lutte contre l'évasion fiscale partout dans le monde et est déterminée à répondre à toutes les exigences en temps voulu.
Politique relative aux prêts hypothécaires	Gouvernement du Canada	La TD a dialogué avec le gouvernement fédéral au sujet de l'état du marché de l'habitation au Canada, de l'endettement des ménages et d'éventuels changements aux politiques visant à assurer la stabilité du marché canadien.
Régime coopératif de réglementation des marchés des capitaux	Divers gouvernements provinciaux au Canada	La TD poursuit sa participation aux consultations portant sur un régime commun de réglementation des marchés des capitaux à l'échelle nationale.
<b>Questions économiques et protection des consommateurs</b>		
Cybersécurité	Gouvernement du Canada, Congrès américain et organismes de réglementation	La TD a encouragé le gouvernement fédéral des deux pays à élaborer des stratégies plus robustes en matière de cybersécurité. En décembre 2015, la Cybersecurity Information Sharing Act a été adoptée aux États-Unis. La loi établit un cadre pour le partage d'information sur les cybermenaces entre le département américain de sécurité intérieure (Department of Homeland Security) et le secteur privé. Elle prévoit une protection de responsabilité pour le partage de ces informations et exige des entreprises privées qu'elles purgent les données de tout renseignement personnel avant le partage d'information avec le gouvernement.
Financement lié à l'habitation	Congrès américain et organismes de réglementation	<p>La TD a continué de soutenir les réformes du système américain de financement lié à l'habitation afin que celui-ci serve mieux les familles et favorise la santé du marché à long terme. L'état du système de financement lié à l'habitation est la trame de fond d'une crise de plus en plus importante aux États-Unis. Des programmes fédéraux de longue date visant à soutenir les propriétaires, notamment par le biais des institutions financières spécialisées d'intérêt public Fannie Mae et Freddie Mac, sont en difficulté financière.</p> <p>À la fin de 2015, le Congrès a approuvé une loi qui interdit au Trésor américain de vendre ses intérêts privilégiés dans Fannie Mae et Freddie Mac pendant deux ans. Cette décision a pour effet de rendre impossibles la recapitalisation des deux sociétés de crédit hypothécaire et leur sortie de tutelle avant 2018. Il est peu probable qu'une réforme en profondeur de ces institutions ait lieu d'ici là.</p>
Frais d'interchange	Congrès américain et organismes de réglementation	Au cours des dernières années, les frais payés par les commerçants américains lorsque les consommateurs règlent l'achat de produits et services au moyen d'une carte de crédit ou de débit sont devenus une source de préoccupation majeure, et ont fait l'objet d'un recours collectif et d'enquêtes du gouvernement. La TD continue de suivre la situation et est d'avis qu'un partage équitable de la valeur devrait se faire entre tous les participants du réseau des opérations par carte de crédit et de débit.
Littératie financière	Gouvernement du Canada	En juin 2015, la chef du développement de la littératie financière au Canada a lancé la <u>Stratégie nationale pour la littératie financière – Compte sur moi, Canada</u> , une première au pays. La TD salue ce plan de match national. Nous avons participé activement aux consultations menées sur une année et ayant permis l'élaboration de la stratégie, en contribuant aux discussions en table ronde et en fournissant des avis écrits. La TD continue à fournir du financement à des organismes qui offrent des programmes d'éducation financière et de littératie financière. De même, nous jouons un rôle de premier plan pour ce qui est de trouver de nouvelles façons de favoriser la littératie financière au Canada.

## Contributions politiques en 2015

### Canada

En 2015, les contributions politiques de la TD au Canada ont été minimales. La TD a versé une contribution au parti au pouvoir et au parti de l'opposition officielle des provinces où les dons d'entreprise sont acceptés. Présentement, quatre provinces interdisent les contributions politiques des entreprises, qui ne sont pas non plus permises au niveau fédéral. Nos contributions se font sans parti pris politique, elles sont toutes consignées dans les archives publiques et peuvent être consultées sur le site Web des bureaux du directeur de scrutin provinciaux.

### Contributions politiques au Canada

	2015	2014	2013	2012	2011
Fédéral	–	–	–	–	–
Provincial	<b>164 000 \$</b>	200 550 \$	197 335 \$	173 620 \$	204 150 \$
Municipal	–	\$1,100	–	–	–
<b>TOTAL</b>	<b>164 000 \$</b>	201 650 \$	197 335 \$	173 620 \$	204 150 \$

### États-Unis

La loi fédérale aux États-Unis interdit aux sociétés, incluant les banques nationales, de verser des contributions politiques aux candidats qui se présentent aux élections de niveau fédéral, étatique ou local. Toutefois, elles sont permises si elles sont versées dans un fonds distinct créé par les banques nationales et autres sociétés. Ces fonds sont connus sous le nom de comités d'action politique (PAC), et il en existe plus de 4 600 aux États-Unis.

TD Bank a créé en août 2011 un comité d'action politique au niveau fédéral qui permet aux employés admissibles et intéressés de verser des contributions volontaires aux candidats qui se présentent aux élections fédérales soutenant un secteur de services financiers vigoureux et des politiques économiques saines. Le PAC de la TD est de nature non partisane et est financé seulement à l'aide de contributions volontaires des employés admissibles de la TD, qui peuvent être versées facilement par un système de retenue salariale mis sur pied par TD Bank.

Toutes les contributions émanant du PAC et versées aux candidats qui se présentent aux élections fédérales sont déclarées à la commission électorale fédérale et sont consignées dans les archives publiques. En outre, les employés dont la contribution est égale ou supérieure à 200 \$ par année voient celle-ci déclarée à la commission électorale fédérale et consignée dans les archives publiques. Pour en savoir plus sur le PAC de la TD, consultez la [base de données de la FEC](#). Un conseil d'administration assure la gouvernance du PAC de la TD, conformément à son statut d'association. Celui-ci est responsable de la gestion adéquate du PAC et témoigne de l'importance qu'accorde la TD à une gouvernance rigoureuse.

En 2015, le PAC de TD Bank, N.A. a versé 66 000 \$ à 39 candidats à la Chambre des représentants et au Sénat des deux partis politiques principaux et à deux PAC du secteur des services financiers fédéraux. Le PAC de la TD verse des contributions politiques qui sont permises par la loi fédérale et qui sont conformes aux lignes directrices strictes de l'entreprise en matière d'activités liées aux politiques et à leur promotion. Aucune contribution n'est versée dans le but d'obtenir un avantage injuste ou par opportunisme. La contribution de TD Bank ne constitue pas non plus un appui indépendant à l'élection ou à la défaite de candidats en particulier qui se présentent aux élections fédérales.

### Royaume-Uni

La TD n'a versé aucune contribution politique au Royaume-Uni.

